

LA CRISE A ÉTÉ MISE ENTRE PARENTHÈSES À CAUSE DES PRÉSIDENTIELLES

FLN : la fin de la trêve

La réélection de Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République marque la fin de la trêve entre les deux ailes du Front de libération nationale. Le groupe de Abderahmane Belayat s'apprête à réunir le Comité central pour destituer Amar Saâdani.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -

Les frères ennemis du FLN déterrent la hache de guerre. «Notre objectif n'a pas changé, nous sommes déterminés à convoquer le Comité central pour destituer Amar Saâdani et élire un nouveau secrétaire général. Le dossier est prêt, il ne nous reste plus qu'à décider du lieu et de la date de cette réunion», a indiqué, hier, Abderahmane Belayat. Celui qui revendique encore le statut de coordinateur du bureau politique du Front de libération nationale, affirme avoir «imposé une trêve durant l'élection présidentielle afin de ne pas laisser l'exclusivité de la réélection de Abdelaziz Bouteflika au RND, à TAJ et au MPA».

«A l'approche des élections, nos militants ont demandé de prendre les sièges des mouhafdate. Nous avons refusé une telle éventualité car il fallait calmer le jeu pour permettre au scrutin de se dérouler dans de bonnes conditions. Nous devons aussi sauve-

garder la position et le rôle du Front de libération nationale».

Belayat et son groupe avaient soutenu le candidat Abdelaziz Bouteflika. Le coordinateur du bureau politique espère être récompensé en conséquence. «Nous avons sauvé la face du parti et donné de la crédibilité à la campagne électorale du Président par la qualité des rassemblements que nous avons organisés. Il me semble que ceux qui ont soutenu l'option du 29 août ont compris», dit-il, en faisant référence à la «nomination» de Amar Saâdani par le clan présidentiel.

Mais dans le camp Amar Saâdani, on considère que le combat mené par Abderahmane Belayat n'aboutira jamais. «Ils n'ont toujours pas compris que Amar Saâdani a été élu démocratiquement secrétaire général du FLN et que rien ne peut se faire sans lui. Pourtant, ils savent bien qu'il est seul habilité à convoquer une session du Comité central.



Saâdani toujours dans le collimateur du groupe de Belayat.

D'ailleurs, la demande présentée aux services de la wilaya doit impérativement porter sa signature», note Saïd Bouhadja.

Pour le porte-parole du parti, le groupe des opposants aurait dû opter pour le dialogue. «Cette situation aurait pu être évitée s'ils avaient choisi de dialoguer au lieu d'aller à la confrontation».

D'où la décision du secrétaire général de déferer les opposants devant la commission de discipli-

ne. «Les membres de la commission étudient une série de dossiers. Ils se basent sur des documents et des déclarations de cadres du parti. La commission décidera ensuite des mesures disciplinaires à prendre», note Bouhadja.

Une menace qui ne semble pas effrayer Abderahmane Belayat. «Je ne me sens nullement concerné par cette histoire de commission de discipline. D'ailleurs, jus-

qu'à présent Saâdani n'a cité aucun nom. Je ne peux donc pas me sentir visé par des allusions».

Selon Belayat, des mesures disciplinaires pourraient être prises contre les cadres et les militants du parti qui ont soutenu le candidat Ali Benflis. «Il me semble qu'il y ait une volonté de prendre des mesures disciplinaires contre ceux qui ont choisi de soutenir Benflis. Mais ils disposent d'arguments imparables pour leur défense. Il leur suffira de dire que le FLN n'avait pas officiellement soutenu le candidat Bouteflika puisque cette question n'avait pas été adoptée par le Comité central, seule instance du parti à statuer sur cette question. Je rappelle que le Président Bouteflika s'est présenté en candidat. On ne peut donc pas leur faire le reproche d'être allé à l'encontre d'une décision du parti. Ils n'ont pas trahi», précise-t-il. Et c'est au tour de Belayat de proférer des menaces. «Lorsque le nouveau secrétaire général du Front de libération nationale sera installé, c'est Amar Saâdani et son groupe qui devront rendre des comptes devant la commission de discipline».

T. H.

REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE DU SCANDALE SONATRACH

Interpol lance un mandat d'arrêt contre Farid Bedjaoui

Rebondissement dans l'affaire Sonatrach. Farid Noureddine Bedjaoui, neveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères et principal «mis en cause dans l'affaire des pots-de-vin impliquant Saipem est recherché par Interpol. C'est à la demande de la justice italienne que l'organisation mondiale de la police a publié un message d'alerte à l'encontre de Bedjaoui.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est une notice rouge qu'Interpol a publié à l'encontre de Farid Noureddine Bedjaoui. Le message d'alerte en question signifie que le neveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères algérien est désormais recherché par les services de sécurité des 190 états membres de cette organisation internationale de police, dont l'Algérie est partie prenante. Né le 20 septembre 1969 à Alger,

le nom de Farid Bedjaoui est apparu pour la première fois au lendemain de l'éclatement de l'affaire Sonatrach.

Selon plusieurs écrits de presse, Farid est issu d'une famille aussi connue qu'aisée. Son oncle, Mohamed Bedjaoui, a fait une brillante carrière internationale dans la haute magistrature et la politique. Moins connu, Noureddine, le père, a fait du commerce avec la Libye du colonel Kaddafi. Les affaires sont si florissantes que la famille Bedjaoui s'offre un appartement de 300 m² dans un hôtel particulier de l'avenue Foch, à Paris. Le jeune Farid fréquente le lycée Louis-le-Grand, la crème des établissements parisiens, avant de poursuivre ses études au Canada.

Selon une enquête publiée par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* en 2013, ce diplômé de HEC Montréal s'est lancé dans plusieurs affaires. Avec ses frères Ryad et Réda, il crée plusieurs sociétés spécialisées dans l'import-export. Selon la même source, les

choses vont prendre une tout autre dimension au début des années 2000. «Farid, qui ne mettait que très rarement les pieds dans son pays natal, va y devenir un intermédiaire aussi discret qu'efficace, usant et abusant de son patronyme. Son premier gros coup, il le réalise lorsque Khelil décide, en 2003, de faire fructifier l'argent du pétrole et du gaz en effectuant des placements à l'étranger».

L'affaire Sonatrach éclate, Farid Bedjaoui est cité par des enquêteurs de la justice italienne. Cette dernière le soupçonne d'avoir empoché 264 millions de dollars (205 millions d'euros) de pots-de-vin sur huit contrats obtenus par la société Saipem auprès de Sonatrach entre 2007 et 2009.

À Alger, son nom est abondamment cité par la presse dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest, en cours d'instruction. Au Canada, enfin, il est soupçonné d'avoir joué le rôle de chargé de mission au profit de SNC-Lavalin, pour l'obtention de plusieurs contrats en Algérie d'un montant avoisinant

les 6 milliards de dollars. Selon des spécialistes, l'arrestation éventuelle de Farid Bedjaoui serait d'un apport considérable pour faire toute la lumière sur l'affaire Sonatrach. Car, de l'avis de ces mêmes enquêteurs italiens, «mettre la main sur ce principal accusé, c'est faire tomber toute l'organisation qui a détourné à son profit des centaines de millions d'euros provenant du pétrole et du gaz algériens».

Pour rappel, grâce à des perquisitions dans les bureaux d'ENI et Saipem et le domicile de Paolo Scaroni, le Pdg d'ENI-Saipem, à Milan, qu'un lien a été établi entre Farid Bedjaoui, certains dirigeants du groupe pétrolier italien ENI, à sa tête Paolo Scaroni, et Chakib Khelil. L'affaire porte sur une commission qui a été versée en contrepartie de huit grands contrats pétroliers d'une valeur de 11 milliards d'euros attribués frauduleusement à Saipem. Farid Bedjaoui, dit-on, aurait joué le rôle d'intermédiaire.

A. B.

SESSION DE RATRAPAGE POUR LE BAC 2015

Les syndicats préfèrent le jumelage avec la fiche de synthèse

Si le ministre de l'Education nationale a annoncé, ce jeudi, que la possibilité d'organiser une session de rattrapage pour le bac, à partir de 2015, sera débattue avec le partenaire social, les syndicats du secteur s'interrogent sur l'utilité de faire cette annonce juste avant le bac session 2014. Ils conditionnent aussi la deuxième session par la nécessité d'appliquer le système de fiches de synthèse.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Education Abdellatif Baba Ahmed a précisé ce jeudi que les candidats au baccalauréat ayant une moyenne entre 9,5 et 9,99 pourront bénéficier de l'organisation d'une session du baccalauréat.

Le ministre a aussi annoncé que cette option sera débattue au préalable avec le partenaire social. Le ministre a toutefois conditionné la possibilité de bénéficier de cette deuxième session par l'assiduité des élèves tout au long de l'année scolaire et l'obtention de bonnes moyennes au cours de la deuxième et troisième années du secondaire.

L'examen de rattrapage qui devra être appliqué à partir de l'année prochaine se

déroulera quatre jours après l'annonce des résultats du bac. Pour leur part les syndicats du secteur affirment ne pas avoir encore été contactés par la tutelle concernant la réflexion sur la deuxième session du baccalauréat.

Pour Nouar Larbi du Cnapest il s'agit avant tout de revoir en entier le mode d'évaluation de l'examen du baccalauréat. Le syndicaliste a ainsi dénoncé l'évaluation actuelle basée selon lui à 60% sur des questions directes qui permettent de hausser la moyenne des candidats et leur rajouter deux points dans cette même moyenne.

«Le bac est ainsi politisé. Il faut donc revoir le mode d'évaluation, nous proposons 50% de questions directes et 50% de ces



Une annonce qui risque de perturber les candidats au bac 2014.

questions seront consacrées à l'analyse. A ce moment-là, l'on pourra inclure la session de rattrapage», précise Nouar Larbi. Il note-

ra ainsi que l'application de la fiche de synthèse permettra de diminuer les absences et de réduire le phénomène de la violence au sein des établissements scolaires.

M. Amrioui de l'Unpef abondera dans le même sens en insistant sur l'application de la fiche de synthèse avant de recourir à la session de rattrapage.

Pour Meziane Meriane du Snapest, il s'interrogera sur l'utilité d'annoncer une session de rattrapage du bac 2015 juste avant le bac 2014. Il appellera aussi au jumelage de la fiche de synthèse avec la session de rattrapage. Il jugera ainsi maladroite l'annonce du ministre de l'Education, expliquant qu'elle pourrait perturber les candidats de la prochaine session du bac et qui pourrait même les pousser à aussi bénéficier d'une session de rattrapage.

Pour le syndicaliste aussi, la fiche de synthèse si elle doit être appliquée, doit être préparée dès le mois de septembre, c'est-à-dire dès la rentrée scolaire.

F.-Z. B.